



**HAL**  
open science

## Une ZAD peut en cacher d'autres. De la fragilité du mode d'action occupationnel

Stéphanie Dechezelles

► **To cite this version:**

Stéphanie Dechezelles. Une ZAD peut en cacher d'autres. De la fragilité du mode d'action occupationnel. Politix, 2017, Mouvements d'occupation, 117 (1), 10.3917/pox.117.0091 . hal-01798386

**HAL Id: hal-01798386**

**<https://hal.science/hal-01798386>**

Submitted on 11 Jun 2018

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Une ZAD peut en cacher d'autres. La fragilité du mode d'action occupationnel

Stéphanie DECHEZELLES

## Résumé

Outre les emblématiques occupations de Notre-Dame-des-Landes ou du Testet qui monopolisent l'attention militante, médiatique et scientifique, se déploient en France depuis la fin des années 2000 de petites ZAD (« Zones à défendre ») hostiles à divers équipements de nature industrielle. Ces occupations invitent à questionner les conditions de possibilité et de félicité de ce type de performance protestataire. À partir d'une enquête ethnographique sur l'une de ces ZAD et d'entretiens auprès de plusieurs de ses « habitants » ainsi que d'anciens zadistes vivant à proximité, l'article explore sur le plan individuel, les logiques sociales et biographiques qui prédisposent certains individus à entrer dans une *carrière occupante* et, sur le plan collectif, les dynamiques permettant la mise en œuvre d'occupations protestataires. En raison tout d'abord de l'importance des expériences déviantes dans les trajectoires des zadistes qui sont souvent liées à un turnover et une faible idéologisation de la lutte ; des multiples coûts liés aux tâches auxquelles certaines franges des publics occupants sont assignés et des chocs moraux qui leur sont associés ensuite ; et de l'importance d'acteurs intermédiaires locaux des causes pour lesquelles les ZAD sont constituées enfin, l'occupation constitue une modalité de contestation dont les probabilités d'occurrence et de politisation sont faibles.

**Mots clés :** ZAD, occupation, éoliennes, choc moral, carrière militante

**Keywords:** Zone to Defend, occupy movement, windfarms, moral shock, militant career

Notice biographique :

Maîtresse de conférences en science politique à l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence, Stéphanie Dechezelles est chercheuse au CHERPA (EA 4261) et au LAMES (UMR CNRS 7305). Ses travaux s'inscrivent dans la sociologie de l'engagement, en particulier en faveur de causes faisant l'objet de disqualifications. Elle a d'abord étudié les ressorts du militantisme chez les jeunes dans les droites italiennes, et se consacre désormais aux mobilisations hostiles aux énergies dites renouvelables. Sur le premier thème, elle a notamment publié « Des vocations intéressées ? Les récits d'engagement des jeunes de *Forza Italia* à l'aune du modèle rétributif du militantisme », *Revue française de science politique*, 59 (1), 2009, et codirigé avec Simon Luck, *Voix de la rue, voie des urnes. Mouvements sociaux et partis politiques*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011. Sur le second, elle est l'auteure, avec Maurice Olive, de « Les lieux de la dispute. Qualifications, attachements et biens communs dans les conflits localisés », *Noroi*, n° 238, 2016/1 et de « Composer avec les affects en enquête publique. Le travail émotionnel dans les conflits autour de projets éoliens terrestres en France », in Blondiaux (L.) et Traïni (C.), dir., *Démocratie participative et émotions*, Paris, Presses de Sciences Po, [à paraître, 2017].

## ***Une ZAD peut en cacher d'autres. La fragilité du mode d'action occupationnel***

Stéphanie DECHEZELLES

Depuis les années 1970, en réaction aux grands projets « modernisateurs » des Trente Glorieuses, ainsi qu'aux dommages à l'environnement et à la santé qu'ils occasionnent, les mouvements de contestation écologistes se multiplient. Ils constituent le pendant protestataire à l'histoire enchantée de la croissance fordiste capitaliste et aux discours vantant le « modernisme technologique<sup>1</sup> ». Déploiement d'activités militaires (essais nucléaires dans les déserts ou les océans, militarisation de zones habitées ou cultivées), lignes électriques à haute tension, activités extractives (mines de métaux ou de sables bitumineux, puits de gaz de schiste), destruction des forêts primaires et de terres arables, utilisation de semences OGM, rejets en mer de polluants et marées noires, surexploitation commerciale d'espèces animales, construction de centrales nucléaires civiles ou de sites de stockage des déchets radioactifs, percement de voies et de tunnels routiers ou ferroviaires, édification de centres de loisirs de masse, étalement de zones commerciales, résidentielles ou industrielles, incinérateurs ou centres d'enfouissement des déchets... les types de projets caractérisés par le gigantisme, la dégradation et l'artificialisation des espaces, font de plus en plus l'objet de contestations. Les mobilisations sont souvent le fait de coalitions protestataires hétérogènes, au sein desquelles se côtoient habitants, agriculteurs, acteurs du tourisme, associations de loisirs de pleine nature, militants écologistes, naturalistes amateurs, passionnés de nature ou de sciences du vivant, rarement réductibles à un seul de ces statuts. Dans certains cas, particulièrement conflictuels, les opposants entreprennent d'occuper physiquement les lieux, dans le sillage d'actions inspirées de mouvements de contestation altermondialiste, libertaire ou anticapitaliste. Ce mode d'action a pris en France une dimension médiatique autour du phénomène des ZAD, qui consistent en l'occupation physique par les protestataires des espaces voués à accueillir les équipements contestés<sup>2</sup>.

En France, la première ZAD s'autoqualifiant comme telle est celle de Notre-Dame-des-Landes (désormais, NDDL)<sup>3</sup>. Constituée en 2009, elle s'inscrit dans un mouvement pluridécennal d'opposition au projet d'extension d'un aéroport à une vingtaine de kilomètres au nord-ouest de Nantes (Loire-Atlantique). Réactivé à partir de 2000 sous le gouvernement de Lionel Jospin, ce projet a provoqué une vive protestation qui s'est traduite par l'occupation des 1 650 hectares de bocage du site par des activistes venus soutenir les familles d'exploitants locaux originaires opposés à l'expropriation les menaçant. La ZAD du Testet à Sivens (Tarn), organisée de fin 2013 à fin 2014, contre le projet de retenue d'eau sur le cours du Tescou destinée à l'irrigation agricole, constitue l'autre grande référence en matière d'occupation contestataire en France. Par leur durée (surtout à NDDL), par le nombre

---

<sup>1</sup> Pessis (C.), Topçu (S.), Bonneuil (C.) dir., *Une autre histoire des "Trente glorieuses". Modernisation, contestations et pollutions dans la France d'après-guerre*, Paris, La Découverte, 2013 ; George (T. S.), *Minamata: Pollution and the Struggle for Democracy in Postwar Japan*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 2001 ; Centemeri (L.), Daumalin (X.), dir., *Pollutions industrielles et espaces méditerranéens (XVIII<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles)*, Aix-en-Provence, Éditions de la MMSH, 2015.

<sup>2</sup> Depuis les années 1960 en France, les ZAD (Zone d'Aménagement Différé) permettent aux collectivités territoriales ou à un maître d'ouvrage public de préempter des terrains en amont du lancement des travaux en vue de parer toute opération de spéculation foncière. Au départ utilisé par les urbanistes et les aménageurs, le sigle a ensuite fait l'objet d'un détournement par les manifestants et signifie pour eux « Zone À Défendre ».

<sup>3</sup> Créée en 1974, la zone d'aménagement différé à NDDL a existé jusqu'en 1995. À cette date, d'autres procédures juridiques ont pris le relais. Cf., entre autres, Pailloux (A.-L.), « "Zone d'aménagement différé" contre "zone à défendre". Analyse d'une lutte pour l'autonomie dans/de l'espace rural », *Justice spatiale | Spatial Justice*, 7, 2015, [en ligne : <http://www.jssj.org>].

estimé de leurs « habitants » (entre 100 et 200 à Sivens, entre 200 et 500 à NDDL), par l'originalité des expérimentations dont elles sont le théâtre, mais aussi et peut-être surtout par les épisodes sporadiques de violence qui en ont marqué l'histoire, ces deux occupations constituent des cas emblématiques de l'*agir occupationnel* contemporain<sup>4</sup>. Elles ont, pour les mêmes raisons, concentré l'essentiel des publications, souvent issues du noyau dur militant<sup>5</sup>, influencé par les sciences sociales, en particulier la géographie<sup>6</sup> et la sociologie<sup>7</sup>. Ces deux ZAD constituent en effet, à plusieurs titres, des « modèles », attractifs pour certains (occupants, voisins solidaires, sympathisants locaux ou à distance) et répulsifs pour d'autres (maîtres d'ouvrage, responsables politiques, forces de l'ordre). Elles ont vu se déployer en leur sein des discours et des pratiques critiques à l'égard de l'État et du Marché<sup>8</sup>, grâce entre autres, à une présence continue de nombreux occupants, la proximité de grands centres urbains, une mixité sociale importante (agriculteurs, militants écologistes, scientifiques, permaculteurs, punks, journalistes indépendants, étudiants...), la présence de militants aguerris aux luttes idéologiques et aux pratiques subversives, une sédimentation des luttes locales facilitant l'agrégation de soutiens, l'appui d'intellectuels et de relais nationaux comme internationaux (médias alternatifs, réseaux sociaux...).

Depuis 2010, de nouvelles ZAD se sont formées contre d'autres projets: un centre commercial d'une grande enseigne de la distribution alimentaire à Rouen, une scierie et un incinérateur dans la Nièvre, une rocade autoroutière dans le Vaucluse, un centre de séjours et de loisirs dans l'Isère, un technopôle dans le Tarn-et-Garonne, une ferme ostréicole industrielle sur l'île d'Oléron, une ferme bovine de grande taille dans la Somme, un projet de méga-transformateur électrique de Rte (Réseau Transport Électricité) dans l'Aveyron, la destruction d'une vieille forêt par l'Onf dans l'Aude, un site de stockage de déchets nucléaires dans la Meuse... La liste précise est d'autant plus difficile à établir que de nouvelles occupations, éphémères ou intermittentes, font régulièrement leur apparition, tandis que d'autres prennent fin. En concentrant d'une part toute l'attention médiatique et scientifique, les ZAD nantaise et

---

<sup>4</sup> Si d'autres luttes contre des projets d'équipements industriels avec occupation se sont développées ailleurs en Europe (No-TAV en Italie, Rosia Montana en Roumanie, Stuttgart 21 en Allemagne), le mode d'action zadiste s'avère particulièrement fréquent en France.

<sup>5</sup> Voir notamment les ouvrages signés des collectifs anonymes mêlant occupants, dont certains dotés d'un important capital scolaire, et sympathisants comme « La mauvaise troupe » : *Contrées. Histoires croisées de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes et de la lutte No TAV dans le Val Susa*, Paris, L'Éclat, 2016 ; ou *Constellations. Trajectoires révolutionnaires du jeune 21<sup>e</sup> siècle*, Paris, L'Éclat, 2014 ; le collectif « Camille », *ZAD Partout - Zone autonome défensive à Notre-Dame-des-Landes*, Paris, L'Insomniaque, 2013 ; et *Le petit livre noir des grands projets inutiles*, Paris, Le Passager clandestin, 2014 ; ou encore le collectif « SUDAV », *C'Est Quoi C'Tarmac ? Profits, mensonges et résistances*, Paris, No Pasaran, 2011. Au sujet du barrage du Testet, (collectif anonyme), *Sivens sans retenue. Feuilles d'automne 2014*, Paris, La Lenteur, 2015 ; Souchay (G.), Laimé (M.), *Sivens : le barrage de trop*, Paris, Le Seuil, 2015.

Plus rares sont les ouvrages d'observateurs extérieurs. C'est le cas de l'ancien journaliste du *Monde* et fondateur du site indépendant *Reporterre* spécialisé dans les questions environnementales : Kempf (H.), *Notre-Dame-des-Landes*, Paris, Le Seuil, 2014 ; ou encore d'un ancien vice-président du Conseil départemental du Tarn (1998-2015) : Roland Froissac, *Sivens pour comprendre*, Albi, Éditions Un Autre Reg'Art, 2015.

<sup>6</sup> Subra (P.), *Zones à Défendre. De Sivens à Notre-Dame-des-Landes*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2016 ; Barbe (F.), « La "zone à défendre" de Notre-Dame-des-Landes ou l'habiter comme politique », *Norois. Environnement, aménagement, société*, 238-239, 2016 ; Riolland-Juin (C.), « Le conflit de "Notre-Dame-des-Landes" : les terres agricoles, entre réalités agraires et utopies foncières » et Rivière (J.), « Clore un conflit d'aménagement par le vote ? Note sur la géographie électorale de la consultation sur l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes », in *Norois. Environnement, aménagement, société*, 238-239, 2016.

<sup>7</sup> Pruvost (G.), « Chantiers participatifs, autogérés, collectifs : la politisation du moindre geste », *Sociologie du travail*, 57, 2015 ; Bès (M.-P.), Blot (F.), Ducournau (P.), « Sivens : quand le dialogue devient impossible. Chronique d'un drame annoncé », *Justice spatiale*, 8, 2015, [en ligne : <http://www.jssj.org>] ; Pelletier (P.), « Sivens. Le déménagement du territoire en France », *Justice spatiale*, 7, 2015, [en ligne : <http://www.jssj.org>].

<sup>8</sup> « Soulèvements », *Multitudes*, 50, 2012 ; « Des alternatives à géométrie variable », *Savoir/Agir*, 38, 2016.

tarnaise risquent alors de constituer les arbres qui cachent la forêt des expériences qu'elles contribuent certes à nourrir et inspirer, mais qui témoignent aussi de dynamiques distinctes de constitution et d'existence. En focalisant d'autre part le regard sur les profils les plus politisés des occupants, qui sont particulièrement nombreux à NDDL, le danger est alors d'évacuer de l'analyse ce que ce mode d'action revêt d'hétérogénéité des profils des occupants, de diversité des intérêts et de variabilité des significations qui s'y déploient.

Apprécier l'envergure d'un mouvement protestataire et évaluer son éventuelle singularité nécessite par conséquent de déplacer le regard des théâtres principaux vers des scènes mineures et éloignées. À l'instar par exemple des études sur la déclinaison locale d'un parti ouvrier centralisateur<sup>9</sup> ou d'un mouvement féministe internationalisé<sup>10</sup>, l'article défend l'idée qu'il importe de s'éloigner des sites phares d'une cause<sup>11</sup>. Certes, différentes caractéristiques sont communes aux « grandes » et aux « petites » ZAD : nature et intensité de l'engagement sur place, référence à des filiations idéologiques, profils divers des occupants et des publics qui les soutiennent, opérations de qualifications et de disqualifications. Mais l'étude d'expériences rhizomiques<sup>12</sup> de l'occupation permet aussi d'interroger la robustesse de ce type de performances protestataires, dans d'autres contextes que ceux qui les ont vus naître, ainsi que la spécificité de leurs conditions de félicité. C'est à l'une de ces ZAD, créée début 2016, en opposition à un projet d'implantation d'éoliennes terrestres dans le Sud de la France, qu'est consacré le présent article.

#### Genèse de la ZAD de Caunet

Au début des années 2000, les conseillers municipaux de deux communes limitrophes d'une centaine d'habitants chacune, que nous appellerons Caunet et Barjac-le-Haut, acceptent la proposition d'une entreprise du secteur éolien de lancer les démarches pour installer sur leur territoire un parc de six aérogénérateurs de 110 mètres de hauteur. Les communes sont situées dans un département pauvre<sup>13</sup>, essentiellement rural, faiblement peuplé (16 hab./km<sup>2</sup>), dont l'économie repose avant tout sur l'agriculture et le tourisme. Le parc doit occuper, contre location par bail emphytéotique, trois terrains privés et des terrains communaux, situés au sommet d'une colline de 550 mètres d'altitude. Il devrait, selon la mairie de Caunet, rapporter 40 000 € de location et de retombées fiscales par an (pour un budget communal de 150 000 €). Très vite, entre 2002 et 2003, un premier collectif réunit presque tous les quarante habitants d'un hameau excentré de Caunet, situé face au futur parc éolien ; une seconde association naît ensuite à Barjac. La mobilisation est vive et les altercations verbales avec les élus rapidement importantes. Le commissaire-enquêteur rend à l'été 2005 un avis négatif ; la Commission départementale des sites, espaces et itinéraires et le Service régional de l'Archéologie (en raison notamment de la présence de ruines médiévales au sommet de la colline, non explorées par les services de la DRAC) font de même. Mais la Préfecture accorde le permis de construire en octobre 2006. Une longue séquence de judiciarisation par des opposants privés et des collectifs associatifs s'engage alors,

<sup>9</sup> Mischi (J.), *Servir la classe ouvrière. Sociabilités militantes au PCF*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010.

<sup>10</sup> Achin (C.), Naudier (D.), « Trajectoires de femmes "ordinaires" dans les années 1970. La fabrique de la puissance d'agir féministe », *Sociologie*, vol. 1, n° 1, 2010, [en ligne : <http://sociologie.revues.org/282>].

<sup>11</sup> En cela, l'article fait siennes les remarques développées dans Briquet (J.-L.), Sawicki (F.), « L'analyse localisée du politique », *Politix*, vol. 2, n° 7-8, 1989.

<sup>12</sup> La métaphore du rhizome est empruntée à Gilles Deleuze et Félix Guattari, qui opposent son horizontalité à la verticalité de l'arbre. Désireux de désigner des nouvelles formes d'engagement politique, les deux auteurs cherchent à souligner leur dimension réticulaire, non centrée et a-hiérarchique. Se développant de proche en proche, susceptibles de s'adjoindre ou de perdre n'importe quelle composante, ces nouveaux engagements seraient imprévisibles, aléatoires, délestés des frontières et fondés sur un devenir en actions. Deleuze (G.), Guattari (F.), *Rhizome, introduction*, Paris, Éditions de Minuit, 1976.

<sup>13</sup> Les taux de pauvreté et de chômage des 15-64 ans y sont en 2013 d'environ 20 % (sources : Insee-Dgfp-Cnaf-Cnav-Ccmsa).

en particulier sur la question des voies d'accès au site. En juillet 2013, en dépit de diverses opérations de valorisation par les opposants du patrimoine archéologique du site (publication d'articles dans la presse et dans des bulletins d'histoire locale, conférences sur l'intérêt géodésique des lieux, rédaction d'un dossier de création d'un chemin de randonnée, organisation d'omelettes pascales et de « pique-niques protestataires » sur place...), un bulldozer en détruit une bonne partie, sous prétexte de « débroussaillage », avec l'autorisation de la Préfecture.

Malgré les refus répétés d'un propriétaire d'autoriser le passage des véhicules de chantier sur ses terres (à qui l'entreprise a proposé jusqu'à 400 000 €) et d'une multitude d'actions contentieuses (auprès des tribunaux administratifs, de la cour administrative d'appel et du Conseil d'État), le projet bénéficie de tous les accords nécessaires. Appelés en renfort grâce aux réseaux sociaux (Facebook surtout) par les membres les plus jeunes des associations des deux villages, les premiers occupants arrivent à la mi-mars 2016, après avoir transité pour des durées variables par NDDL, Sivens ou d'autres ZAD (Oléron, Agen). Ils occupent une partie d'un terrain boisé appartenant à Serge F., président de l'une des associations et donnent à la ZAD le nom de Caunet. Le nombre des occupants fluctue beaucoup au cours de l'année. Au plus fort de l'occupation (printemps et été 2016), la ZAD ne compte pas plus d'une trentaine de personnes, âgées de 18 à 40 ans. On compte une légère majorité d'hommes au début de l'occupation lorsqu'il s'agit de procéder aux gros aménagements : restauration d'une bergerie, installation de toilettes sèches, transport de matériaux pour les cabanes et installation de chicanes sur le chemin d'accès.

L'étude des conditions présidant à la possibilité du mode d'action zadiste nécessite d'embrasser d'un même regard, sur le plan individuel, les logiques sociales et biographiques qui prédisposent certains individus à entrer dans une *carrière occupante*<sup>14</sup> et, sur le plan collectif, les dynamiques permettant l'émergence et l'existence d'occupations protestataires. Autrement dit, par quelles voies des individus deviennent-ils des occupants ? Et quelles sont les conditions collectives, de possibilité, de durabilité et de félicité de l'occupation comme mode d'action revendicatif ? Comprendre les conditions qui président à l'engagement dans une forme de lutte nécessitant l'installation de plus ou moins longue durée sur un site destiné à un projet d'aménagement suppose de mettre simultanément au jour les caractéristiques de la configuration locale ayant abouti à la constitution d'une occupation protestataire et de répertorier les mobiles et les motifs mis en avant par les occupants, comme des publics non occupants qui entretiennent à l'égard de l'occupation des relations ambivalentes (soutien, craintes, stigmatisation). En suivant cette démarche à propos d'une « petite » ZAD, l'article vise à montrer combien le mode d'action occupationnel se révèle fragile pour trois principales raisons. Tout d'abord, il s'articule à un *style de vie déviant* qui opère une forte sélection sociale à l'entrée. Ensuite, l'occupation impose un engagement de soi coûteux s'accompagnant d'épreuves violentes de la part de celles et ceux qui l'adoptent, en particulier les plus éloignés des formes légitimes du militantisme contestataire. Enfin, le mode d'action zadiste exige, pour s'actualiser et durer, la conjonction d'un nombre important de facteurs (relations aux publics extérieurs à la ZAD, présence d'*intermédiaires* de la cause, processus de catégorisations réciproques, état d'avancement du projet contesté, etc.) qui en limitent les conditions de possibilité et de félicité. Au final, le déplacement de focale d'une « occupation-mère » vers une ZAD de moindre envergure permet d'avancer l'hypothèse que l'hyperpolitisation observée à NDDL<sup>15</sup> est rendue possible par la présence de multiples variables, dont la probabilité d'occurrence s'avère dans d'autres contextes relativement faible.

<sup>14</sup> À partir des travaux de Howard Becker, divers auteurs engagent à utiliser la notion de *carrière*, permettant d'embrasser d'un même regard les positions objectives occupées par les individus et leurs perceptions subjectives en fonction des divers événements biographiques susceptibles d'affecter leur engagement (et vice versa). Cf. Fillieule (O.), « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, 51 (1), 2001.

<sup>15</sup> Ce que Geneviève Pruvost qualifie de « politisation du moindre geste ». Cf. Pruvost (G.), art. cit.

Plus qu'une performance routinisée, l'occupation constituerait donc une modalité de contestation et de pratique militante reposant sur des compositions fragiles et des équilibres instables.

Le corpus est constitué de multiples échanges informels et entretiens formels au cours de l'année 2016 auprès d'une dizaine de jeunes occupants d'une parcelle située à proximité du site prévu pour accueillir un parc éolien, et de trois anciens occupants de NDDL et/ou de Sivens voisins de Caunet (Estelle, Alexandre et Paul), entretenant une relation de voisinage critique à l'égard des habitants de Caunet. Par ailleurs, l'analyse se nourrit d'observations directes du site occupé et de (rares) manifestations mêlant zadistes<sup>16</sup> et riverains, ainsi que de matériaux divers : archives personnelles d'opposants, flyers, blogs, articles de presse, compte rendu d'A.G. Suivant ethnographiquement, depuis fin 2012, divers mouvements locaux de contestation de projets éoliens, nous disposons également de plusieurs dizaines d'entretiens semi-directifs avec les membres des collectifs qui ont « appelé » à la formation d'une ZAD, des documents de propagande de ces derniers (affiches, tracts), de notes d'observation directe et participante, de coupures de presse, de la documentation administrative et judiciaire, de rapports d'enquête publique, de comptes rendus de réunions publiques, d'archives d'associations, etc.<sup>17</sup>. La prise de contacts avec les occupants étant advenue *via* une enquête sur les oppositions à des projets de parcs éoliens terrestres, dans des contextes d'intense conflictualité locale, nous n'avons que partiellement échappé à l'*enclichage*<sup>18</sup> dû à notre dépendance à l'égard des militants associatifs à l'origine de la ZAD.

### Enquêter auprès d'(ex-)occupants

Compte tenu d'une relative rareté d'obligations temporelles ou d'activités décidées au coup par coup du côté des occupants de Caunet, il est difficilement concevable de convenir à l'avance de jours et d'horaires précis pour la réalisation d'entretiens. Par ailleurs, la crainte qu'inspire l'exercice de se livrer à un chercheur qui incarne, même à son corps défendant, l'État ou même les forces de l'ordre (un enquêté nous assimile à un « agent secret »), rend par ailleurs aléatoire le recueil de témoignages et obère toute présentation de soi (dictaphone, carnet, appareil photo...) qu'exigerait à l'inverse l'enquête auprès d'autres groupes<sup>19</sup>. Disposant d'un logement à proximité de la ZAD, nous n'avons pas expérimenté de façon prolongée la vie sur le site en raison de contraintes professionnelles et d'une entrée récente dans la parentalité. Aux écarts sociaux, générationnels et statutaires, entre enquêteurs et enquêtés, s'ajoutent donc ici les conditions pratiques et quotidiennes de vie des acteurs étudiés. Enfin, en raison des enquêtes judiciaires ou policières dont certains enquêtés sont l'objet, dans un contexte d'état d'urgence depuis les attentats à Paris de 2015, et de façon à respecter leur volonté, nous avons opté pour l'anonymisation en utilisant soit un autre prénom, soit le surnom par lequel ils sont connus et qu'ils nous ont autorisée à utiliser. Les prénoms épïcènes Camille et Thomas ne seront donc pas utilisés ici, au motif qu'ils appartiennent au lexique indigène et qu'ils ne sont pas en usage sur la ZAD étudiée (contrairement aux ZAD de NDDL et de Sivens). Beaucoup des occupants témoignent d'une pragmatique du soupçon permanent, à l'égard de toute personne extérieure au groupe, mais aussi

<sup>16</sup> Si le terme de « zadiste » comprend une charge péjorative, du fait de son utilisation par les acteurs plutôt hostiles aux occupations, certains occupants le reprennent à leur compte. De façon à faciliter la lecture, nous l'écrirons sans majuscule ni guillemets.

<sup>17</sup> Des versions antérieures de ce texte ont fait l'objet de lectures critiques précieuses de la part de Maurice Olive, Geneviève Pruvost, Éric Agrikoliansky et les rapporteurs anonymes de la revue. Je tiens à les remercier tou.te.s chaleureusement.

<sup>18</sup> Olivier de Sardan (J.-P.), « La politique du terrain. Sur la production des données en anthropologie », *Enquête*, 1, 1995. L'insertion du chercheur dans une société ne peut se faire qu'à travers une fraction singulière de celle-ci. Assimilé à une « clique », par choix ou non, le chercheur se trouve alors captif des publics auxquels il s'adresse prioritairement et tributaire des relations affinitaires ou hostiles qu'ils entretiennent avec d'autres.

<sup>19</sup> À plusieurs égards, les difficultés méthodologiques rencontrées correspondent à celles présentées par Howard Becker à propos des groupes qualifiés de déviants. Howard S. Becker, *Outsiders. Sociologie de la déviance*, Paris, Métailié, 1985 (en particulier, chap. 9 « L'étude de la déviance : problèmes et sympathies »).

parfois à l'égard d'autres occupants, compliquant d'autant l'accès à certains matériaux biographiques et ardue l'évocation de certains détails, comme le contenu d'un tatouage ou une couleur de cheveux, susceptibles de « démasquer » certains occupants. Les villageois seront quant à eux présentés par l'initiale d'un prénom fictif.

## L'expérience de formes plurielles de la déviance

Loin d'être systématiquement pensées comme des actes d'émancipation à l'égard de diverses tutelles (l'État, le système marchand, la domination masculine, la délégation politique, etc.), les *carrières occupantes* des personnes rencontrées au cours de l'enquête apparaissent souvent comme le prolongement de formes vécues de la déviance, de l'errance ou de la désaffiliation. Si elles s'apparentent à celles en vigueur dans des mouvements contre-culturels très politisés, certaines de leurs conduites sont aussi liées à des conditions de vie dégradées en raison de multiples formes de précarité.

Tous les occupants de Caunet ont expérimenté par le passé des styles de vie alternatifs (squat, hébergements intermittents, communauté gitane, *wwoofing*<sup>20</sup>) ; certains ont également été confrontés à la vie dans la rue, aux foyers de placement durant l'enfance, ou encore à la prison pour des peines légères. Beaucoup pratiquent depuis plusieurs années la « manche<sup>21</sup> » et la « taxe » (de cigarettes blondes « pour changer des roulées » et de téléphones portables surtout). Sur place, occasionnellement, ils glanent, récoltent ou pêchent, mais vivent surtout des dons alimentaires des habitants. Si la majorité des hommes est sortie relativement tôt et sans qualification du système scolaire, quelques enquêtés, surtout des femmes, disent avoir décroché des diplômes professionnalisants (de niveau 5 à 3) ou fréquenté brièvement l'université, sans toutefois que cela ne les prémunisse contre le chômage ou les petits boulots. Rares sont ceux qui, comme Nana, 28 ans, assume parfaitement l'alternance de périodes chômées et de contrats courts ou d'extras dans le tourisme, grâce à son Bep en hôtellerie. La plupart expliquent entretenir des rapports compliqués à l'autorité et aux contraintes d'une vie sédentaire et salariée<sup>22</sup>, ne serait-ce qu'en raison de leur *look* (treillis, rangers, gilets à capuche, piercings, tatouages, plugs, crêtes ou dreadlocks...) <sup>23</sup>, auquel ils sont viscéralement attachés et qui, en retour, contribue à les marginaliser. Les plus âgés et fortunés disposent, rarement d'une voiture, plus souvent d'un vieux camion, réaménagé pour pouvoir y dormir, cuisiner et « bouger ». Abris mobiles, aux dimensions toutefois réduites, les véhicules sont encombrés d'un fatras d'objets (petit mobilier, vêtements, outils, instruments de musique, appareils électroniques, matériel sono, bidons d'eau ou de carburant, ustensiles de cuisine, duvets...) au sein duquel un matelas peine un peu à trouver sa place. À Caunet, seule Nana dispose d'une vieille caravane légère, qu'elle occupe parfois avec un compagnon et son chien, ou qu'elle prête à des « potes » de passage. Les plus jeunes, célibataires ou en couples, adoptent souvent des couchages de fortune et changeants : dans une tente, la pièce commune

<sup>20</sup> Bouillon (F.), *Les mondes du squat. Anthropologie d'un habitat précaire*, Paris, Presses universitaires de France, 2009 ; Péchu (C.), *Les squats*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010. Inventé en 1971 en Angleterre, le « Willing Workers on Organic Farms », met en contact des agriculteurs bio et des bénévoles qui, en échange du gîte et du couvert, travaillent pour des durées plus ou moins longues à la ferme. Aujourd'hui, le phénomène est d'ampleur mondiale et compte de nombreuses organisations chargées d'organiser les séjours et de structurer le mouvement.

<sup>21</sup> Dans la ville la plus proche de la ZAD, les occupants se rendent plusieurs fois par semaine à l'entrée de l'un des deux discounts alimentaires. Pour cette tâche, un petit carton *ad hoc* a été confectionné : « Bonjour. Une tite pièce ou à manger. Pour humains et/ou canins... Merci d'avance. Non aux éoliennes ».

<sup>22</sup> C'est le cas de Céline, 22 ans, venue quelques jours sur la ZAD en juin 2016, ayant étudié pendant deux ans l'espagnol et qui dit n'avoir connu que des contrats précaires dans des supermarchés qui l'ont « dégoûtée ».

<sup>23</sup> Humeau (P.), « L'hexis corporelle *punk* et les effets de la socialisation », *Regards sociologiques*, 35, 2008.



de la bergerie, ou plus rarement dans l'une des quelques cabanes en palettes et panneaux de fibres de bois de récupération construites, en quelques jours ou en plusieurs mois selon la durée de présence sur le campement, la disponibilité des matériaux et l'envie des personnes<sup>24</sup>.

La plupart des occupants de Caunet manifeste des conduites à risque et des formes plus ou moins importantes d'addiction. À l'entrée du camp a été construit un bac de palettes où s'amoncelle une grande quantité de cannettes de bière, de bouteilles d'apéritifs et de digestifs bon marché, attendant d'être portées dans un container à verre. Les journées sont aussi scandées par la consommation collective de « beuh » dans des pipes à eau artisanale autour d'un guéridon ou d'une table basse, à l'intérieur ou à l'extérieur, et que chacun s'emploie à remiser dans son « logis » la prise terminée. La ZAD étant éloignée d'une dizaine de kilomètres de la première ville, les déplacements pour se fournir en résine et en alcool ne se font qu'après de longues marches à pied, de sessions d'auto-stop ou lorsque l'un des propriétaires de véhicule dispose d'un peu d'essence. C'est en particulier le cas en début de mois lorsque les plus âgés viennent de toucher le RSA<sup>25</sup>. À la faveur de l'été, certains ont planté de-ci de-là quelques pieds de chanvre à côté de tomates et de laitues, mais les maigres compétences jardinières porteront toutefois beaucoup de plantations à l'échec (d'ailleurs, un pommier « sauvé » de Sivens, replanté à la mauvaise saison, se dessèche rapidement). Pour Marquis, âgé de 25 ans, diplômé d'un Dut en « Systèmes informatiques et gestion des données » et inscrit au RSA, l'addiction se niche aussi dans un rapport compulsif aux jeux vidéo. Moqué par ses camarades, il s'adonne seul à sa passion, à la dérochée dans son couchage, pour « décompresser, [se] retrouver dans [sa] bulle, sans promiscuité », ce qui lui demande aussi de chercher régulièrement une source d'électricité afin de recharger son ordinateur portable<sup>26</sup>. Alexandre, 23 ans, sans emploi, fume une résine qu'il fabrique lui-même à partir de la sève d'une plante sauvage et consomme chaque jour un jus énergisant et euphorisant à base d'herbes et de citron aux effets addictifs puissants.

Les visites au camp frappent également par l'état général des corps des occupants, qui témoignent de la rudesse des conditions matérielles, passées et présentes, de la vie des occupants. Dès les premières chaleurs, ce sont aussi les nombreuses plaies aux membres provoquées par les divers travaux sur le campement (construction des cabanes, réparation de la bergerie, déblaiement de matériaux, réparation des véhicules) ou diverses altercations qui sautent aux yeux. En matière d'hygiène, le principal problème provient de l'absence d'eau courante sur place, dans une région à la pluviométrie capricieuse. L'eau y est apportée par un voisin dans une citerne de 500 litres. Un ancien puits a été déblayé et fournit par pompage une eau complémentaire servant à laver la vaisselle et abreuver les chiens. Dans ces conditions, la

---

<sup>24</sup> À plusieurs égards, la population étudiée adopte des pratiques similaires à celles décrites par Geneviève Pruvost dans « Faire village autrement. Des communautés introuvables aux réseaux d'habitats légers », *Socio-Anthropologie*, 32, 2015. Pouvant prendre de quelques jours à plusieurs semaines, voire ne jamais se réaliser, les projets individuels d'habitats sur la ZAD de Caunet consistent en un mélange de rêves d'enfants, d'ingéniosité des petits moyens, du déploiement fulgurant de force (l'un des occupants est ainsi surnommé « Creusix » en raison de ses prouesses physiques et s'attelle à la construction d'une « maison de Hobbit » semi-enterrée lors de notre première rencontre), mais aussi de méconnaissance des phénomènes climatiques ou géologiques locaux (il en est ainsi d'un abri de bouts de bois et de plexiglas disposant certes d'une superbe vue sur une vallée et les collines environnantes, mais directement exposé aux fortes intempéries caractérisant la zone durant l'hiver et le printemps).

<sup>25</sup> Attribué à toute personne d'au moins 25 ans résidant en France de manière stable, le Revenu de solidarité active est une prestation sociale gérée par les conseils départementaux. Au premier janvier 2017, son montant mensuel est de 535,17 € pour une personne seule et de 802,76 € pour un couple sans enfant.

<sup>26</sup> Sur d'autres ZAD, notamment à NDDL, le rôle de l'informatique dans la lutte (réseaux sociaux, rédaction des tracts, confection des affiches...) est très important et des espaces peuvent lui être dédiés (comme la « geekrie » agenaise).

toilette est rare, ce qui n'est pas sans poser des problèmes accrus pour les femmes (en plus de l'approvisionnement parfois compliqué en serviettes ou tampons hygiéniques), et pour les enfants, en particulier le nourrisson de neuf mois qui séjourne plusieurs mois sur place dans des conditions parfois très précaires. Si la vie se déroule principalement dehors, les périodes hivernales voient le groupe passer du temps dans la salle commune de la bergerie, alors encombrée d'un halo de fumées, augmenté par le foyer ouvert de la cheminée qui tire mal<sup>27</sup>. S'ajoute la présence de multiples animaux (chiens<sup>28</sup>, poules, rats domestiques, chèvres, truie vietnamienne, marcassin) vaquant sur le camp ou enfermés dans un enclos, à proximité de la bergerie transformée en cuisine collective, salle à manger et *sleeping*, et dont certains présentent régulièrement des tiques.

Le corps souvent amaigri des occupants témoigne aussi d'un manque d'alimentation fraîche et de qualité (grosse consommation de sodas et de biscuits frits salés, peu de viande, de fruits ou de laitages). Pour Estelle, Alexandre et Paul, la cueillette de plantes aromatiques (romarin, thym, ail des ours, fleurs d'acacias...) dans la campagne alentour permet d'agrémenter le quotidien : tisanes, sirops, condiments, shampoings, dentifrices. La dentition des jeunes rencontrés témoigne elle aussi de leurs conditions de vie. Refusant ou ne pouvant s'inscrire dans les systèmes administratifs de prises en charge sanitaire, beaucoup d'occupants voient leurs dents s'altérer rapidement, dans certains cas disparaître, parfois sur une mâchoire entière. La conception des repas sur la ZAD est alors primordiale : elle privilégie soupes, ratatouilles, pâtes ou riz ne nécessitant pas trop de mastication, et se voit bien plus déterminée par le type d'ingrédients qui leur ont été fournis, que par des considérations politiques sur l'agriculture bio ou l'alimentation non carnée. Associé à l'absence de conservation réfrigérée, exposant les aliments aux mouches et aux animaux qui vivent sur site, ce mauvais état sanitaire contribue aussi à abîmer l'image sociale de ces jeunes adultes.

À l'expérience des marges sociales par la plupart des occupants répond le lieu de l'action. À plusieurs égards, il s'agit d'un site à l'écart : loin des axes principaux, sur une colline en bout de vallée encaissée, loin des répéteurs téléphoniques et donc injoignable, dans une zone très peu densément peuplée et difficile d'accès, le camp voit par ailleurs s'amonceler régulièrement un bric-à-brac de matériaux (palettes, châssis de fenêtres, ferrailles, vieux matelas, planches, vêtements, ustensiles de cuisine ou de ménage, fauteuils et divans cassés, meubles en formica ou contreplaqué, etc.), apportés par les voisins solidaires ou glanés par les occupants eux-mêmes. En quelques occasions, les plus motivés par l'organisation de chantiers collectifs s'adonnent à un rangement drastique : grâce à une remorque prêtée, le site est expurgé des pièces les plus encombrantes, détériorées ou inutilisables et l'ensemble est convoyé jusqu'au centre de tri intercommunal le plus proche. La collecte indifférenciée d'objets divers comme leur facile mise au rebut témoignent aussi d'une relation ambivalente aux choses : recherchées dans un contexte de manque, elles ne sont pas pour autant les supports d'attachements. Censés servir à leur stabilisation sur place, les objets ne doivent entraver ni l'entretien du lieu ni l'éventualité d'un départ imminent.

---

<sup>27</sup> On est loin ici du récit de la parentalité alternative heureuse de NDDL. Chrétien (F.), « Notre-Dame-des-Landes : les bébés de la ZAD », *Ouest France*, 20/12/2016.

<sup>28</sup> Les chiens sont des acteurs essentiels de la vie dans la rue. Chaque occupant en possède au moins un, la plupart du temps plusieurs. Parfois nés sur ZAD, ils accompagnent leur maître dans ses déplacements. Compagnons d'infortune, parfois rudoyés, les chiens sont aussi des êtres que l'on peut choyer, et sur lesquels projeter une affection dont on a souvent été privé. Ils permettent aussi de maintenir des liens sociaux avec le reste de la population. Blanchard (C.), « Sur la piste du chien : la zone comme terrain d'investigation », *Le sujet dans la cité*, 5, 2014.

L'occupation pérenne des lieux semble ainsi fragilisée par le style de vie des occupants caractérisé par l'instabilité, la cache, la fuite, l'isolement, mais aussi par les expériences antérieures ou concomitantes de diverses formes de violences sociales, symboliques et physiques, que la dimension agonistique des occupations tarnaise et nantaise a par ailleurs exacerbées.

## L'exposition à la violence radicale dans les *carrières* occupantes

Exposés à la violence symbolique qu'accompagne leur relégation sociale, et à la violence physique lors des assauts policiers qu'ils ont connus sur d'autres ZAD, notamment Sivens et NDDL, de nombreux occupants font état de chocs moraux, les ayant conduits pour certains à entrer plus avant dans une *carrière* occupante, pour d'autres à désirer se retirer, se reposer et mettre entre parenthèses, provisoirement, la lutte sans abandonner pour autant le *style de vie* occupant.

### *Occuper en première ligne : violence des coups, poids des (auto-)assignations*

Qu'ils aient connu l'opération César à NDDL (2012) ou les assauts finaux à Sivens (2014), ayant notamment entraîné la mort de Rémi Fraisse<sup>29</sup>, les zadistes rencontrés ont témoigné de l'incommensurabilité des échanges entre, d'un côté, les escadrons suréquipés de la gendarmerie mobile (tenues ignifugées avec gilets pare-balles, jambières, épaulières et protège-tibias, projecteurs d'assaut, diffuseurs lacrymogènes, bâtons télescopiques, tonfas, tasers, flashballs, grenades – assourdissantes, de « désencerclement », ou offensives à effet de souffle –, hélicoptères, drones), et de l'autre, les occupants. Parmi eux figurent aussi bien des pacifistes, des nus ou des clowns dépourvus de toute arme, que des groupes plus offensifs dotés d'armes de facture artisanale (bâtons, frondes, lance-pierres, catapultes, pierres, « bombes à merde » en ballon ou préservatif, panneaux de signalisation routière en guise de boucliers, raquettes de tennis)<sup>30</sup>. Qu'ils soient entrés dans l'occupation pour les « vibrations créatives » (Alexandre), pour « l'ambiance bucolique » (Estelle) « parce que sur une ZAD on est plus actif qu'en squat » (Magali), ou « pour se défouler contre les flics » (Nana), les zadistes rencontrés ont fait état de la fulgurance des combats (« une force, un truc de ouf », selon Nana) ainsi que des séquelles physiques et psychologiques, de court et de long terme, qui en ont découlé.

Bâtisseurs de tours de guet, de herses ou de catapultes en bois aussi esthétiques que fragiles, les individus qui ont pour tâche de défendre les ZAD peuvent donner l'impression de *jouer à la guerre* et parlent souvent de leur expérience du *front*<sup>31</sup>. Chez certains d'entre eux, l'exclusion ou le déclassement semblent en fait avoir trouvé un prolongement dans une division sociale du travail d'occupation qui les prédispose, plus que d'autres, à la tenue des

---

<sup>29</sup> Naturaliste de 21 ans, Rémi Fraisse est mort suite à l'explosion d'une grenade offensive fichée entre son sac et son dos. À quelques décennies de distance, l'arme est la même que celle qui coûta la vie à Vital Michalon, professeur de physique de 31 ans, qui s'était rendu à Creys-Malville en juillet 1977 pour s'opposer au futur surgénérateur « Superphénix ».

<sup>30</sup> De façon plus épisodique, et lors des phases les plus dures des affrontements avec les forces de l'ordre, certains occupants ont eu recours à des bombes agricoles, des lames de cutter soudées à des boules de pétanque, du gros sel tiré de canons à fusil sciés, des lance-flammes ou des cocktails Molotov. Des bouteilles contenant de l'acide ont également été projetées parfois sur les gendarmes mobiles.

<sup>31</sup> Peu d'entre eux sont en réalité acculturés aux pratiques de la désobéissance civile ou aux mots d'ordre des groupes affinitaires utilisant des méthodes musclées, à l'instar des Black Blocs par exemple (cf. Dupui-Déri (F.), *Les Black Blocs. Liberté et égalité se manifestent*, Montréal, Lux, 2016 [3<sup>e</sup> édition]).

postes les plus directement exposés à la puissance de frappe de l'État et de ses soutiens (élus, groupes professionnels attachés à la réalisation des projets notamment). Non seulement cette surexposition alimente les stigmates associés aux comportements jugés délictueux dont se rendraient coupables, selon leurs opposants, les zadistes, mais elle les éloigne également des modalités plus discursives ou expertes, et donc socialement plus valorisantes, de la contestation. Elle peut aussi nourrir des conflits et catégorisations internes, selon qu'ils démontrent ou non leur faculté à déployer, ailleurs qu'à NDDL, les techniques de survie et de défense. À ce sujet, Alexandre plutôt bienveillant à l'égard de la ZAD du Caunet, est venu rendre visite à ses habitants peu de temps après sa constitution. Déçu de ne pas retrouver ce qu'il avait connu et apprécié à NDDL ou à Sivens, il ne cache pas son mépris pour ses occupants de « seconde zone » : « On leur a dit qu'il fallait investir les arbres, faire des cabanes dans les arbres, sinon les flics vont les massacrer et sans les fumigènes même. Y a rien d'organisé. [...] On est descendu à la ville, on leur a apporté de la nourriture récupérée en une heure de temps pour leur montrer qu'on les aidait. » Pour lui, ainsi que pour sa compagne Estelle et son ami Paul, les occupants de la ZAD de Caunet « passent leur temps à se défoncer, à dealer et à être violents. [...] Moi j'en connaissais 3 ou 4 de Nantes, je leur ai dit en face. Laisse tomber, c'est pas des zadistes, c'est des punks ! » On voit ici comment, en dépit de discours tendant à affirmer l'égalité et la tolérance sur les principales ZAD, les enjeux de qualification, et donc de distinction, ont tout de même cours entre groupes occupants et contribuent à marginaliser un peu plus encore certains zadistes qui ne maîtrisent que partiellement les manières légitimes de « faire ZAD ».

Pris au piège de leur marginalité subie et revendiquée, ils sont alors souvent astreints ou s'auto-astreignent à la défense du site, ce que les occupants les plus outillés politiquement et idéologiquement pratiquent moins souvent, y compris ceux les plus critiques à l'égard du monopole étatique de la violence légitime. Responsables des basses mais nécessaires besognes, ceux qui ont été surnommés à NDDL les « arrachés qui se bougent » s'attirent grâce à l'accomplissement de cette fonction tout à la fois une reconnaissance teintée de crainte de la part des autres occupants (d'autant que parmi eux se nicheraient parfois d'anciens légionnaires détenteurs d'armes de contrebande), une source de redistribution matérielle (on leur réserve les meilleures parts des repas en raison des efforts physiques qu'ils sont appelés à endurer), le retournement fugace des assignations statutaires (on les sert, on répond à leurs exigences, on les soigne) et le combustible qui alimente leur marginalisation. La défense des positions topographiques, plus que politiques, prolonge ainsi diverses expériences préalables de marginalités sociales.

### *Choc moral et engagement zadiste*

Qu'elle déferle sur les plus enclins à la pratique agonistique pour en découdre avec les forces de l'ordre ou les non-violents, tous les enquêtés ont amplement témoigné de l'intensité des confrontations avec les forces de l'ordre dans le cadre de leurs diverses expériences occupantes<sup>32</sup> et de l'impérieuse nécessité de poursuivre *in situ* ou ailleurs la lutte. Chez plusieurs, les traumatismes physiques et psychiques qui en dérivent forment un *choc moral*. Les récits des coups reçus (plus que donnés) tendent alors à héroïser les occupants et avilir les gendarmes. En évoquant souvent la mémoire de Rémi Fraisse et en mobilisant fréquemment

---

<sup>32</sup> Une violence corroborée par le *Rapport au nom de la commission d'enquête chargée d'établir un état des lieux et de faire des propositions en matière de missions et de modalités de maintien de l'ordre républicain*, (n° 2794, 2015) de l'Assemblée nationale. Pour une analyse des modes de gestion policière des manifestations classées « à risque », cf. Fillieule (O.), Viot (P.), Descloux (G.), « Vers un modèle européen de gestion policière des foules protestataires ? », *Revue française de science politique*, 66 (2), 2016.

le slogan « Rémi, ni oubli, ni pardon. A.C.A.B.<sup>33</sup> », ils justifient la nécessaire ténacité, voire le sacrifice de soi, face aux assauts. Le choc ainsi exprimé ne constitue alors pas un préalable à l'engagement<sup>34</sup>, mais une conséquence du mode d'action lui-même par ailleurs vecteur d'épuisement et facteur d'exit.

À 20 ans, lycéen en bac professionnel horticole, alors qu'il fréquente déjà un squat artistique dans sa ville d'origine, Alexandre « pète un plomb » après une rupture compliquée avec sa petite amie. Il part alors en stop avec un ami jusqu'en Hollande ; de retour en France, ils entendent parler de NDDL et décident de s'y rendre. Après plusieurs séjours d'une durée totale d'un an entre 2013 et 2014, Alexandre part pour Sivens. Quelques semaines après l'assaut d'octobre 2014, il perd son père, thérapeute renommé, qui « a toujours été concerné par des trucs de résistance », comme son grand-père qui a beaucoup œuvré à la « reconnaissance du massacre des Cathares ». C'est à cette période, durant une manifestation en hommage à Rémi Fraisse, qu'il est grièvement blessé par une grenade qui lui perforé et brûle le flanc. « Je ne suis pas allé à l'hôpital, j'ai montré ça à tous les médias, mon tee-shirt tout sanguinolent et tout... les flics s'en foutaient, ils rigolaient. [...] J'ai l'ossature bien haute et heureusement parce que ça a tapé là, ça a bien absorbé le choc, mais dans mon corps c'était tout broyé en fait. C'est un peu le principe d'une mine, ça fait des vibrations. Ça m'a broyé tout l'intérieur, je sentais plus mes organes. » Tout son récit est ponctué d'expressions de rejet d'une expérience qui, dit-il, lui « a beaucoup demandé et coûté trois ans et demi de sa vie ». Il dit en être sorti moralement exténué, charnellement atteint et animé d'une haine envers les forces de l'ordre (« les flics, c'est des humains de merde [...] j'ai vraiment envie de les tuer »). De façon similaire, Paul (20 ans, ancien étudiant aux Beaux-Arts, qui subsiste chichement grâce à la vente de ses toiles, exposées dans le cabinet où exerce la mère d'Alexandre) compare la ZAD de Sivens à « un camp d'entraînement à la violence. Tous les matins à six heures pendant quatre mois, tu as les flics qui arrivent et qui te réveillent aux lacrymo, [...] les flashes la nuit, ils t'enlèvent la nourriture, ils crament les couvertures, les caravanes... ».

Estelle, dont le père est un ancien militaire, évoque régulièrement aussi la vitesse à laquelle les choses se sont dégradées à Sivens et les nombreux coups reçus, de la part des gendarmes mais aussi de « la milice », constituée selon elle d'agriculteurs et de chasseurs favorables au projet, qui lapident à coups de batte les occupants de la ZAD du Testet. Bénévole dans l'équipe médicale, elle fabriquait et appliquait durant les affrontements ses baumes cicatrisants à la prêle, ses huiles essentielles hypercoagulantes de ciste, du sérum physiologique au citron et divers autres médicaments à base de plantes qu'elle préparait sans relâche en raison des assauts incessants des forces de l'ordre. Elle dépeint abondamment les « plaies de partout », le staphylocoque galopant, les pleurs devant l'état des blessés, « des centaines pendant 48 heures » au moment de l'assaut principal, le manque de bandages, de sommeil (« le jour et la nuit ça comptait plus trop, on dormait quatre heures par nuit [...] tu vis sur les nerfs, tout est détruit chaque jour, chaque semaine »). Elle décrit alors comment l'expérience de cette violence force à tenir jusqu'à l'épuisement total. Avouant en faire encore des cauchemars, alors qu'un an et demi s'est écoulé depuis, et souffrant d'intenses douleurs dorsales, elle répète avoir été traumatisée par les affrontements physiques, surtout à l'encontre

---

<sup>33</sup> A.C.A.B. : acronyme pour « All Cops Are Bastards » (« Tous les flics sont des salauds ») en référence à un slogan utilisé dans les milieux punks et skinheads antifascistes britanniques dans les années 1980, puis réutilisé à l'occasion de certaines grandes manifestations altermondialistes comme le sommet contre le G8 de Gênes en 2001.

<sup>34</sup> Comme le définit son concepteur James Jasper dans : *The Art of Moral Protest. Culture, Biography and Creativity in Social Movements*, Chicago, The University of Chicago Press, 1997.

« des pacifistes et des filles », le confinement contraint en plein été dans une zone sans ombre (surnommée « GAZAD »), la crise d'épilepsie puis de tétanie d'un occupant à cause d'une grenade assourdissante, les blessures de zadistes sur les tessons semés par les gendarmes ou bien tombés dans les pièges construits par leurs camarades mais tenus secret par crainte de la « fuite », les infiltrations d'« indics » parmi eux lors des A.G., leur fichage par les renseignements généraux, la paranoïa permanente sur le camp, la mort paroxystique de « Rémi, un pote » dont elle a entendu à plusieurs reprises la petite amie crier la nuit du drame « Où est Rémi ? Où est Rémi ? Quelqu'un a vu Rémi ? »...

La violence vécue à l'occasion des divers assauts, ainsi que la rudesse des conditions de vie sur ZAD, engendrent des effets de cliquet peu réversibles. À Caunet, en raison de niveaux de ressources différents, le maintien dans le style de vie zadiste résulte parfois d'un choix, souvent d'une contrainte. La ZAD anti-éolienne prend ainsi des allures d'hôpital de campagne pour, provisoirement, panser des plaies des luttes passées, échapper à la surveillance administrative ou policière, se ressourcer auprès de camarades rencontrés en d'autres lieux. Comme en témoigne Nana : « Ici, c'est calme, je me repose. Moi qui suis babylonienne, maintenant je kiffe la campagne, c'est moi qui trais les biquettes. Maintenant, je défends les bêtes qui peuvent pas se défendre. » À l'inverse, le Caunet est peu investi de perspectives de modes de production, de consommation, de décision conçus comme des alternatives aux modèles dominants et semble plutôt attirer des individus ne disposant pas de beaucoup d'autres opportunités de séjour à ce moment-là de leur trajectoire. La ligne de partage s'établit surtout à partir de la nature et de la quantité des ressources sociales, économiques et culturelles dont disposent les acteurs ou leur entourage proche. Le désir de repos, de retrait ou de défection est surtout envisageable pour celles et ceux qui disposent par ailleurs des modalités pratiques de repli (une famille, un mode d'hébergement, des opportunités professionnelles, des économies personnelles, un diplôme permettant de « réintégrer » une vie plus stable). Pour d'autres, l'adrénaline des combats ainsi que les divers ennuis (judiciaires, administratifs) associés à la présence sur une ZAD les font entrer dans une séquence où la défection à l'égard de la ZAD est désirable, bien que la sortie du *style de vie* zadiste soit coûteuse. Il en est ainsi par exemple d'Alexandre qui explique pourquoi il ne pense pas retourner un jour vivre en ZAD : « Depuis que j'ai pris une grenade, je sais pas. Moi j'ai pas envie de me refaire martyriser tu vois, j'ai pas envie de perdre mes testicules ou des organes. La grenade je l'ai reçue là [il montre sa hanche], c'était juste après la mort de Rémi Fraisse en plus. » Sa compagne Estelle souhaite aussi attendre un peu avant de retourner sur une ZAD. Désireuse d'apporter hygiène et soin sur une ZAD qui en est peu pourvue, soucieuse de pratiquer avant tout des activités communautaires (organiser des concerts, faire des « bouffes en commun », du pain et des pizzas dans un four du XVIII<sup>e</sup> siècle), ravie de pouvoir « apprendre beaucoup de choses, les sciences naturelles, le survivalisme » et animée de motivations politiques (autogestion, respect de la biodiversité, défense de zones naturelles, décroissance), elle a été surexposée à la violence. Son pacifisme en a été quadruplement éprouvé : par le spectacle de camarades de lutte maltraités (une amie réfugiée dans un arbre rouée de coups, les « enterrés » gazés) ; par les blessés dont elle prend soin avec d'autres infirmiers ou brancardiers bénévoles de la « *medic team* » ; par les « ravitaillements de cailloux, de pierres et de bâtons pour que les courageux les lancent » ; par le corps et l'état d'esprit rebelle de celui (Alexandre, de dix ans son cadet) dont elle va tomber amoureuse alors qu'elle lui prodigue les premiers soins. Le besoin de ressourcement impose donc, une fois l'expérience de la violence extrême éprouvée, l'abandon du moins provisoire de la vie sur ZAD.

La confrontation à la violence d'État pousse donc le couple à se mettre en retrait de la lutte pendant plusieurs mois, dans une vieille maison à la montagne de la grand-mère d'Alexandre,

sans renoncer toutefois à la façon de vivre zadiste. Se décrivant comme « des gradés de la ZAD », ils se sont eux-mêmes placés en quarantaine, à l'écart de toute commodité, dans une zone de piémont montagnard, sans véhicule, sans revenus fixes (ils achètent quelques biens de consommation courante et leur cannabis grâce à la vente sur les marchés des produits cosmétiques et alimentaires à base de plantes glanées dans la nature, que fabrique Estelle, installée depuis peu sous le statut d'autoentrepreneur et passionnée de plantes depuis une formation en herboristerie après son Bac). Le rythme auquel ils vivent et l'endroit où ils vivent est marqué par leur passage en ZAD : remplis d'objets de toutes sortes, cassés ou détériorés, le jardinet et la maison ressemblent finalement beaucoup à la ZAD de Caunet voisine de 20 km, et les conditions pratiques de vie y prennent là aussi des allures de camping et de bric-à-brac. Si la rupture est consommée avec les occupations, elle ne l'est pas avec le style de vie qui y règne (absence d'horaires, projets de vie alternatifs, intermittenance des lieux de vie, désir d'accueillir dans le jardin une ZAD, hospitalité<sup>35</sup> ...).

Des lignes de clivage pratiques de l'occupation se font donc jour entre ceux qui en font un mode d'action à valeur politique critique<sup>36</sup>, et ceux pour qui elle est un support à une vie marginale, entre choix et contrainte<sup>37</sup>. Fragilisé par cette diversité sociale et politique, le mode d'action occupationnel fait également l'objet de représentations et d'instrumentalisations multiples de la part des publics riverains, qui rendent d'autant plus ardue la tâche d'intermédiation dévolue à certains d'entre eux.

## **(S')Enrôler dans une occupation. Des rapports ambivalents au mode d'action zadiste**

Contrairement au déploiement de formes alternatives et réflexives de production, d'échanges et de décision, observés à NDDL<sup>38</sup>, la ZAD « anti-éolienne » n'a que peu à voir avec la mise en œuvre d'une utopie. Le degré de politisation des occupations subit en effet des variations d'intensité importantes. Du côté des publics qui leur sont proches, en particulier les riverains hostiles aux éoliennes, les rapports au mode d'action comme aux occupants présentent aussi des ambivalences, mêlant dépendance et instrumentalisation, attirance et répulsion. Grâce à la possession de certaines ressources, quelques acteurs parviennent toutefois à (s'af)franchir, du moins provisoirement, des frontières sociales et tentent de solidifier ce qui se révèle, finalement, une performance protestataire fragile.

### *Le zadisme, entre instrumentalisation et politisation*

Sans forcément avoir l'idéologie comme moteur, l'engagement dans une occupation peut être vu comme le moyen de mener, sous une forme plus collective, un mode de vie anticonformiste, arrimé à des politisations plus ou moins explicites selon des compositions personnelles relativement complexes. Pour beaucoup des jeunes rencontrés, l'occupation

---

<sup>35</sup> Une jeune femme se qualifiant de « barrée spiritualité », passée par diverses expériences communautaires au Brésil et un couple d'électro-sensibles fuyant toute forme d'ondes, qui vivent tous depuis plusieurs mois dans un camion, y ont trouvé refuge.

<sup>36</sup> Lacroix (B.), *L'utopie communautaire : histoire sociale d'une révolte*, Paris, Presses universitaires de France, 2006 (1979).

<sup>37</sup> Anderson (N.), *Le Hobo, sociologie du sans-abri*, Paris, Armand Colin, 2011.

<sup>38</sup> Cf. l'article de Geneviève Pruvost, dans ce numéro, ainsi que Bulle (S.), « Une expérimentation territoriale utopique : la ZAD Notre-Dame-des-Landes. Premiers éléments de genèse politique », octobre 2016, [en ligne : <http://www.grand-angle-libertaire.net/une-experimentation-territoriale-utopique-la-zad-notre-dame-des-landes-premiers-elements-de-genese-politique/>].

permet de trouver en situation d'inconfort social, matériel et/ou affectif, un refuge même provisoire, une « famille de rue<sup>39</sup> ». Pour se loger, rencontrer des personnes, apprendre des techniques de construction (en terre crue, paille, bouse de vache, bambou...) ou de culture, nouer des amitiés et des relations amoureuses, échapper à la police en se mettant « au vert » quelque temps<sup>40</sup>, trouver un exutoire à un malaise familial, se nourrir facilement en faisant la manche, en profitant des dons, des *free-shops* ou du non-marché comme à NDDL. Alexandre explique ainsi avoir mangé pour 5 € par mois durant ses séjours nantais, contre son aide à la construction de cabanes, de yourtes ou d'igloos, à la restauration d'un puits ou à l'animation musicale de la radio piratant les ondes du groupe Vinci. Lorsque l'on est libéré de multiples contraintes temporelles, une ZAD, c'est aussi une manière de donner de son temps pour en gagner sur celui de l'État et d'un système économique qu'on rejette<sup>41</sup>. Estelle qualifie à ce titre les zadistes de « chronophages ». En bloquant l'accès à un site, en sabotant du matériel (un mât de mesure éolien, des véhicules destinés à la destruction d'une forêt, un groupe électrogène de chantier...), les zadistes estiment pouvoir retarder les projets, d'autant que les occupations occasionnent elles aussi souvent de nouvelles procédures contentieuses qui retardent d'autant les travaux.

Au-delà des seules motivations utilitaristes de l'occupation, un contenu politique peut surgir des récits des motivations ayant conduit jusqu'à une ZAD. Alexandre raconte ainsi que c'est un flyer de l'été 2013 qui appelait à la lutte à NDDL, « un peu comme les milices résistantes des années 1940, Jeunes, mobilisez-vous ! », qui l'a incité à rester sur place. « Le projet [d'aéroport] c'est pas que je m'en fous, mais y a plein de projets qui sont construits dégueulassement, mais j'suis pas venu pour ça, je suis pas politisé en fait. Moi j'suis là pour montrer qu'on peut vivre ensemble, c'est ça ce qui me fait kiffer dans les ZAD, qu'on pouvait vivre ensemble, pendant plusieurs temps et tout. Et puis avancer, évoluer... » La possibilité d'un vivre ensemble alternatif, « sans système économique. Ça relève d'une atmosphère plus... ça va au-delà de ça... », est également ce qui a motivé Paul. Pour Marquis, « pour l'instant, c'est la vie qui me porte à faire ça. L'important, c'est pas le but du chemin mais ce que tu fais le long du chemin. » Quelques pratiques inspirées des expériences militantes de NDDL ou Sivens ont également été observées : organisation d'une assemblée générale mensuelle avec les membres des associations locales anti-éoliennes durant les premiers mois, journée « ZAD accueillante », installation d'œuvres de *land art* sur le terrain occupé, rédaction et distribution d'un bulletin de la ZAD (qui ne comporte qu'un seul numéro), tenue d'un blog (pendant deux mois), mise en réseau avec la « *legal team* » de NDDL. Aux côtés des appels à l'entraide (« Ranger ses affaires... et les lieux par si & par là » [*sic*], « Aller chercher de l'eau au fond pour la vaisselle. FAIRE SA VAISSELLE », « Prendre des bouteilles quand on descend en ville ») inscrites sur un tableau blanc installé dans la bergerie, on trouve des rubriques inspirées de l'autonomie militante : « Chantiers co » ou « Idées trop cool », « Autonome faire son alcool, son carbu ». Une affiche de la Confédération nationale du travail (« Ton Code du travail vaut bien une grève générale ») est collée à la porte de la bergerie, au retour d'une manifestation contre la loi El Khomri en juin.

---

<sup>39</sup> Pimor (T.), *Zonards. Une famille de rue*, Paris, Presses universitaires de France, 2014.

<sup>40</sup> C'est le cas d'Emmanuel (une petite quarantaine d'années) qui aurait « beaucoup perdu » à cause des ZAD par lesquelles il a transité (NDDL, Sivens, Aveyron) : séparation d'avec la mère de ses deux jeunes enfants et poursuite par les forces de l'ordre.

<sup>41</sup> En témoignent les accents libertaires de slogans (« Aucun ordre !!! » « Détruire pour reconstruire » ou « Ôtez vos uniformes avant d'entrer » à l'entrée de la bergerie) et logos (le A cerclé), tagués en noir à l'entrée du camp pour expliquer les raisons de leur colère.



Au cours des conversations avec les zadistes, des bribes d'informations sur leur socialisation politique se font aussi parfois jour. Ainsi, Magali, âgée d'une vingtaine d'années, ayant interrompu son BTS agricole ainsi que sa licence en arts plastiques, explique avoir été socialisée à la désobéissance civile par son père, installé en élevage biologique dans la région. Membre des faucheurs volontaires, hostile aux OGM, ce dernier a participé au démontage du McDonald's de Millau (1999). Il a aussi été candidat aux municipales de 2015 avec Europe Écologie-Les Verts. Magali affirme que « la politique, ça concerne un peu tout le monde. Les lois c'est intéressant. Mais j'ai pas envie de voter. Aux présidentielles on se fait toujours avoir. Alors j'ai voté blanc la dernière fois. » Elle a milité quelque temps au NPA, mais en est sortie car « on parlait beaucoup, mais pas beaucoup d'action ». Le compagnon de Magali, Biscotto, âgé de 25 ans et vivant de manière nomade depuis plusieurs années, a disposé à l'arrière de son camion des autocollants du réseau Sortir du nucléaire et contre la vidéosurveillance. Creusix explique faire partie d'une famille d'indépendantistes, hostile à « l'État français mais pas aux Français », en raison de la « colonisation » de sa région depuis le XIX<sup>e</sup> siècle ; il confie aussi avoir un frère engagé chez Les Républicains, qui a été élu maire de son village en 2015 et qui risquerait gros si le statut de zadiste de son petit frère venait à être connu.

À Caunet, les signes de politisation de l'occupation à Caunet ont néanmoins connu un net infléchissement, pour quasiment disparaître, quelques semaines après l'installation de la ZAD. Certes, de manière interstitielle, les occupants étudiés peuvent être sensibles aux discours des gauches radicales. Mais parmi eux, nombreux sont ceux qui entretiennent un lien lâche à la cause et instrumental à l'occupation. La ZAD est aussi au moins, si ce n'est plus, le support matériel de subsistance. Sans leur dénier le plaisir de mener une lutte collective, pour des idées au contenu politique et critique indéniable, les occupants présents à Caunet semblent plutôt attirés par l'opportunité de prolonger, loin des champs de bataille les plus violents, leur rejet de la norme sédentaire et du salariat. D'autant que leur temps de présence sur place est fluctuant et ne favorise pas les implications militantes les plus fortes. Les occupants se caractérisent en effet par la conformation à un style de vie « traveller<sup>42</sup> », marqué par de fréquents allers-retours entre un camp et un « chez-soi » ou la « maison-mère » (NDDL) pour s'y reposer, retrouver des « potes », récupérer quelques effets personnels laissés dans une cabane, participer à une fête ou une action d'envergure, préparer une nouvelle occupation. Cette hypermobilité fragilise d'autant plus une petite ZAD qui ne peut compter sur une population stable nombreuse. Dans ce contexte, le rôle des intermédiaires entre le monde de l'occupation et les univers sociaux qui lui sont extérieurs, s'avère crucial.

### *Domestiquer une occupation, dépasser les frontières sociales : l'importance des passeurs*

Aux fins de saisir l'importance des médiateurs dans la domestication de ce mode d'action protestataire, il convient de revenir sur les conditions de constitution de la ZAD de Caunet. Fin 2015, les membres des associations sises dans les deux villages concernés par le projet décident, de guerre lasse et sans en référer préalablement aux autres collectifs impliqués dans la contestation « anti-éolienne » des environs, de faire appel aux réseaux de NDDL. Lucie, fille de la présidente d'une des deux associations, y a séjourné quelques mois auparavant. La

---

<sup>42</sup> À l'image des jeunes qui se déplacent de festivals en *free parties* à la recherche de la « transe » ou de la « défonce ». Cf. Tessier (L.), « Musiques et fêtes techno : l'exception franco-britannique des free parties », *Revue française de sociologie*, vol. 44, n° 1, 2003.

perspective de création d'une ZAD est par ailleurs rendue possible grâce à la mise à disposition par Serge F., l'autre président âgé de 82 ans, d'une de ses propriétés. Relayé sur les réseaux sociaux de NDDL (Twitter, Facebook, échanges de mails), l'appel à la constitution d'une ZAD repose sur l'espoir chez certains opposants locaux de retarder le lancement des travaux et, pourquoi pas, aboutir à l'abandon définitif du projet. Consciente des images plutôt négatives des occupants dans les médias, Angèle, 62 ans, l'une des membres les plus actives, tente de justifier dans un article d'un journal local les raisons de ce moyen d'action : « Habituellement, nous essayons d'agir en justice. [...] Mais établir une zone à défense est notre dernier recours. [Les zadistes] sont là pour nous aider à défendre ce point nuit et jour. » Elle compare ce mouvement à « Nuit Debout », i.e. « des mouvements de citoyens contre l'impuissance politique, qui laisse faire toutes ces choses [et contre les maires des deux villages qui] n'ont rien écouté. Pourtant, dans de si petits villages, on devrait pouvoir faire preuve de sociabilité. »

Le voisinage de la ZAD est depuis longtemps marqué par de récurrentes altercations, dix ans de procédures judiciaires, de pétitions, d'affiches ou de calicots hostiles aux décisions des élus, moqueries, insultes, ennuis administratifs divers ayant pour motif les dissensions autour du projet éolien<sup>43</sup>. Après l'installation des premiers zadistes, craignant que le conflit ne dégénère, l'un des deux maires accusés par les opposants de vendre le patrimoine du village à la finance, fait paraître dans la presse locale, en juin 2016, un communiqué : « Monsieur F. semble fier de la présence des zadites [sic] sur notre commune pour mener le combat à sa place. C'est bien la première fois que nous aurions besoin dans notre petite vallée de faire appel à des petits mercenaires incontrôlables (tags dans le village, blocage du chemin de randonnée) pour nous défendre. Par le passé, les habitants, n'ont eu besoin d'aucune aide extérieure pour se mobiliser et lutter contre des projets qui mettaient en péril l'avenir de nos communes (fermeture d'une école, de la cantine). » Le conflit prend durant l'été 2016 une tournure critique lorsqu'à plusieurs reprises, les zadistes échangent coups et insultes avec l'éleveur qui loue les terres situées au-dessus de la ZAD et sur lesquelles pâit son bétail. Agacé par la présence continue de camions, de chicanes et de matériaux divers sur l'unique voie d'accès aux prairies, il blesse à l'aide d'une batte de base-ball et d'une pioche plusieurs zadistes, éventre un chien et casse le pare-brise d'un jeune d'un village voisin venu en visite. Une autre fois, il fonce avec son quad sur les occupants sans toutefois ne blesser personne.

À ce climat dégradé, deux contraintes s'ajoutent pour rendre délicate la présence et précaires les chances de succès d'une ZAD à Caunet. D'une part, les membres des deux collectifs, pour la plupart retraités, jouissent d'un niveau de vie qui les éloigne drastiquement de celui des occupants (niveaux de revenus et de patrimoine confortables, souvent propriétaires de gîtes, très insérés dans les réseaux culturels et associatifs locaux, régulièrement en déplacement à l'étranger pour des voyages d'agrément). D'autre part, peu d'entre eux sont des militants aguerris au mode d'action occupationnel, à l'engagement ou à l'action collective. Malgré des ressources scolaires, culturelles et économiques indéniables, les principaux acteurs de la contestation « anti-éolienne » n'ont en effet que rarement vécu des expériences de militantisme syndical, partisan ou associatif leur permettant d'appréhender sereinement les séquences les plus conflictuelles d'une mobilisation. S'ils reçoivent le soutien symbolique d'un groupuscule régionaliste révolutionnaire qui se matérialise surtout dans des autocollants

---

<sup>43</sup> À propos de la vive conflictualité autour de nombreux projets éoliens et de ses conséquences sur l'engagement, cf. Dechézelles (S.), « La peine d'en être ? Émotions ambivalentes et rétributions de l'engagement contre les siens. L'exemple des conflits autour de projets éoliens terrestres », communication au colloque *Le malheur militant*, Université de Lille 2, 12-13 décembre 2016.

évoquant les luttes contre la Ligne à grande vitesse Lyon-Turin<sup>44</sup>, l'extraction de gaz de schiste et les projets inutiles, apposés sur les affiches disposées le long des routes menant aux villages impliqués dans le projet éolien, tous font montre d'un rapport critique aux partis. Conscients de jouer avec un feu que leur a certes dicté une situation qu'ils estiment désespérée, ils sont également pris dans des configurations localisées réticulaires où l'interconnaissance élevée et les intrications des réseaux de sociabilité entre « pro » et « anti » (voisins, parents, collègues, amis...) limite l'opportunité d'un conflit ouvert ainsi que les performances contestataires publiques<sup>45</sup>.

À l'annonce de l'installation des zadistes à l'occasion de l'assemblée générale annuelle en mai 2016 d'une autre association très active du département, dont les membres sont aussi amis de certains habitants en lutte de Caunet et de Barjac-le-Haut, les réactions sont mêlées d'étonnement et de crainte. Sans hostilité à l'encontre des occupants, ils s'interrogent en effet durant plusieurs mois, lors des réunions ou en privé, sur les risques éventuels que pourrait faire courir cette ZAD : dégradation des relations avec les résidents et délégitimation de leur cause sont les craintes les plus récurrentes qu'inspirent la ZAD et ses occupants. Ces protestataires éprouvent là, directement, la limite de l'extension des publics concernés par la lutte. Mais socialisés à la solidarité (entre agriculteurs et habitants d'une zone de montagne), à l'économie circulaire (faite d'entraide et de récupération) et au bénévolat (associatif, culturel, festif notamment), souvent parents d'adolescents ou de jeunes adultes, ayant directement expérimenté pour certains des formes de vie alternatives (décroissance, autosubsistance, conditions de logement rustiques, communauté, expatriation, isolement géographique choisi...), ils apportent tout de même un soutien d'estime et une aide matérielle à ceux qu'ils appellent parfois « nos zadistes ». Lors de la remise en état de la bergerie de Serge au printemps 2016, ils sont ainsi une dizaine à venir refaire le toit, conduire la mini-pelle, charger les brouettées de mortier, établir les fondations des toilettes sèches. Pendant des mois, grâce à leurs réseaux et aux moyens, notamment économiques, dont ils disposent, ils fournissent ou appellent à fournir vivres, matériels, palettes, remorque, outils, portions de potagers, graines.

Parmi les habitants hostiles aux éoliennes, certains font montre d'une grande capacité à établir des ponts avec le groupe des zadistes, permettant à l'occupation de voir le jour et de perdurer quelque temps. Pour la plupart, c'est leur expérience passée ou présente du côtoiement de groupes sociaux antagoniques, de la mixité sociale ou encore le partage, même partiel, d'une expérience de vie alternative qui préside à leur capacité d'intermédiation. C'est le cas de Lucie, élève infirmière, qui entretient pendant plusieurs mois une relation amoureuse avec un des occupants, qu'elle a connu à NDDL. Souvent présente sur la ZAD, où elle s'est fait plusieurs amis, en particulier Nana et Magali, contrairement à l'école qu'elle fréquente, elle apporte régulièrement de la nourriture et des boissons, véhicule untel ou untel pour aller faire la manche, des courses ou une douche, s'occupe d'un nourrisson, etc. Réciproquement, elle fournit des informations aux zadistes à propos de tel ou tel élu, les tient au courant de certaines décisions prises au sein des collectifs associatifs, dans un contexte de progressif désinvestissement des riverains à l'égard des activités les plus politisées autour de la ZAD (A.G. communes, rédaction de bulletins et de tracts...). Un jeune homme, dont les parents se

---

<sup>44</sup> À propos de cette mobilisation, cf. Donatella Della Porta (D.), Gianni Piazza (G.), *Voices of the Valleys, Voices of the Straits. How Protest creates Communities*, New York, Berghahn Books, 2008.

<sup>45</sup> Nous développons cet aspect dans : Dechézelles (S.), « Être du coin, défendre ses lieux. Constructions et trajectoires de l'autochtonie dans les mobilisations contre les éoliennes industrielles terrestres », in Dechézelles (S.), Olive (M.), dir., *Politique du proche. Les lieux de vie comme espaces de mobilisation* (à paraître).

sont installés dans les années 1980 dans un village situé dans une vallée proche et connu pour accueillir depuis cinq décennies des populations cherchant des modes de vie alternatifs, entretient également des liens amicaux avec les zadistes auxquels il rend régulièrement visite et service.

Deux voisins de la ZAD, Angèle (62 ans), héritière d'une famille de la grande bourgeoisie foncière provençale, et Fabien (60 ans), issu de la classe moyenne québécoise, propriétaires des bâtiments anciens et classés qu'ils ont restaurés et qu'ils louent comme gîtes, assurent la communication entre le groupe des zadistes et celui des opposants. animateurs historiques de l'opposition, ils assurent en effet une grande partie des échanges entre l'intérieur et l'extérieur du site, moins en raison de savoir-faire proprement militants qu'en raison de compétences professionnelles passées. Aujourd'hui retraités, tous deux sont diplômés de psychologie et ont été pendant une quinzaine d'années en charge d'un centre de post-cure pour jeunes adultes toxicomanes. Plus que les autres opposants, ils sont à même de dialoguer avec de jeunes adultes présentant blessures, colères et frustrations ; ils réussissent aussi à prendre de la distance avec des comportements jugés déviants et envisagent la ZAD comme un moyen d'insertion. En convertissant des ressources accumulées dans une activité professionnelle passée, ils parviennent à calmer les emportements ou les désirs de vengeance des uns, et à familiariser leurs pairs hostiles aux éoliennes aux façons de faire ou de parler des occupants présents à Caunet. Conscients des risques potentiels de débordement (« Nous ne pourrions pas tout gérer » ; les zadistes « ont leur propre loi et ne se feront rien imposer »), mais sensibilisés aux « dynamiques psychiques et sociales d'*empowerment* et d'autocapacitation », Angèle et Fabien ne boudent pas leur plaisir en évoquant le comble que leur procure le fait de « se faire défendre par des hors-la-loi ». Toutefois, leur rejet de la politique instituée et des élus locaux, couplé à une propension forte à judiciariser leurs griefs, leur ferment les portes d'un dialogue avec les pouvoirs publics locaux, alimentent la critique dont ils font l'objet de la part de ces derniers et n'empêchent pas les travaux d'être mis en œuvre moins d'un an après le début de l'occupation.

Ce travail d'intermédiation, de la part de *go-between* appartenant à différents univers sociaux, contribue donc à rendre possible le mode d'action occupationnel, mais demeure insuffisant pour en assurer la pérennité et le succès sur le plan revendicatif.

\* \*

\*

L'étude d'une occupation mineure apporte deux grands ensembles de résultats. En premier lieu, les individus engagés dans une carrière, plus ou moins longue, de l'occupation contre des projets d'équipement proviennent d'univers sociaux et politiques pluriels, qui ne peuvent se résumer à l'image d'individus hyperpolitisés tels que la renvoie notamment l'expérience d'une « ZAD à succès » comme celle de NDDL. Dans une occupation de second rang, comme celle étudiée ici, les personnes qui y résident, pour une durée plus ou moins longue, ont souvent en commun de présenter des parcours biographiques marqués du sceau de la violence sociale, institutionnelle et étatique, qui les prédispose plus ou moins bien à la gestion des multiples paradoxes auxquels les expose cette forme d'engagement protestataire. Le *choc moral* éprouvé notamment lors des affrontements les plus brutaux, qui ont émaillé leurs autres expériences de l'occupation, produit aussi bien du combustible à la poursuite dans ce qui est aussi un style de vie alternatif que les bonnes raisons d'un demi-exit (mêlant retraite, poursuite d'un style de vie et intérêt pour la cause). En second lieu, le mode d'action occupationnel n'est pas (toujours) le produit d'un mouvement homogène et stratégique

(évaluant coûts et avantages), dont l'idéologie serait le moteur, mais peut résulter de l'alliance d'intérêts différents et de la conjonction d'acteurs hétérogènes (passionnés de nature, jeunes en révolte, membres des gauches libertaires, « zonards », riverains sympathisants). Le recours à l'occupation y est aussi, et dans le cas présent surtout, le fait de certains riverains hostiles au projet, permettant une forme minimale d'intermédiation. Soucieux d'arrimer leur cause à des argumentations valables en toute généralité, les voisins d'une ZAD qu'ils ont appelés de leurs vœux tout en s'en tenant à une certaine distance (géographique et sociale) s'inscrivent aussi dans un mouvement de défense du cadre de vie. À cette fin, ils utilisent la performance occupationnelle dans un échange de coups avec les autorités, les différentes entreprises promotrices du projet, les autres villageois non hostiles, sans y voir véritablement une expérience critique souhaitable dans la durée et sur place. Par conséquent, tout porte ici à considérer que l'occupation protestataire constitue un mode de protestation exigeant de multiples conditions et se révèle relativement fragile tant ses conditions de félicité sont difficiles à réunir<sup>46</sup>.

Au moment où se multiplient depuis quelques années les publications explorant les formes de politisation ordinaires, informelles, « par le bas » ou obliques, en dehors des institutions, des lieux consacrés ou des populations détentrices de mandats obtenus par suffrage, les (encore) rares travaux sur les occupations infèrent fréquemment de l'adoption de ce mode d'action une politisation affirmée, une critique radicale explicite ou encore un enracinement idéologique assumé. Soucieux d'opposer aux représentations hâtives, hostiles ou ignorantes à l'égard du monde zadiste, la force ou l'ingéniosité des utopies en actes dans les occupations, leurs auteurs participent de façon involontaire à masquer d'autres composantes de l'occupation. Rempart contre les généralisations ou les visions téléologiques, l'ethnographie d'occupations paraît l'un des meilleurs outils à la disposition des sciences sociales permettant de desserrer un peu la trame du tissu zadiste et de conduire à l'examen des juxtapositions multiples des diverses dynamiques sociales et politiques qui contribuent pourtant à le former.

---

<sup>46</sup> L'actualité ultime de la ZAD illustre parfaitement l'hypothèse de la fragilité occupationnelle. En effet, fin janvier 2017, les engins chargés d'établir les pistes nécessaires à l'acheminement des camions et des pièces des aérogénérateurs, sous escorte de la gendarmerie, passent en force et empiètent sur la propriété de Serge, pourtant bornée par un huissier, sans rencontrer de résistance. Faisant fi des menaces proférées par l'un des officiers, les zadistes filment en automédia les scènes et les postent sur les réseaux sociaux. Début février 2017, quelques heurts et insultes, entre opposants et conducteurs de machines se sont produits, sans que les travaux de destruction des zones boisées et d'aplanissement des voies d'accès ne soient toutefois ralentis. Aujourd'hui, la ZAD est déserte et le chantier d'installation des éoliennes poursuit son cours.